

L'agenda de Lisbonne ou les plaisirs de la contradiction

Inquiète du décollage spectaculaire de l'économie américaine, la classe politique européenne a formulé en l'an 2000 l'« agenda » de Lisbonne. Le but avoué de cette stratégie est de dépasser les Etats-Unis pour construire la « société du savoir la plus compétitive du monde, capable de croissance économique durable et de création d'emplois de qualité, avec plus de cohésion sociale et de respect pour l'environnement ».

Quatre ans après, qu'en est-il de l'implémentation de cette stratégie ? Sur la période 2000-2003, les Etats-Unis continuent à croître plus vite que l'Union Européenne, avec une moyenne de 2 % par an contre 1,2 %, et cela, malgré le ralentissement de 2000-2001. Pire, si l'on se restreint à la zone Euro, qui d'après la vulgate européenne devrait profiter de sa stabilité monétaire, le taux de croissance annuel tombe à 1 %. Quant à l'emploi, l'écart entre Europe et Etats-Unis est demeuré constant.

La stratégie de Lisbonne reste donc une collection de vœux pieux. On peut parier qu'il en sera ainsi jusqu'à l'échéance de 2010, où l'Europe sera bien obligée de reconnaître l'échec de son approche incantatoire.

L'agenda de Lisbonne ne reconnaît pas que le défaut de compétitivité dont l'Europe souffre est intimement lié au modèle Européen de « cohésion sociale », qu'elle prétend préserver. Une machine redistributive qui s'est emballée au point que les dépenses publiques représentent plus de la moitié du PIB, un Etat-Providence qui décourage l'emploi et la création d'entreprises, des rigidités salariales qui incitent les travailleurs les plus dynamiques à s'expatrier...si l'Europe n'est pas prête à quelques sacrifices dans ces domaines, elle n'a aucune chance de combler son retard. Or l'agenda de Lisbonne prétend ménager la chèvre et le chou en « sanctuarisant » la protection sociale, comme si une telle sanctuarisation ne se payait pas en termes de productivité et d'innovation.

De même, il est absurde de vouloir promouvoir le respect pour l'environnement sans accepter les coûts économiques de ces mesures, n'en déplaise aux tenants de la rhétorique démagogique du « double dividende ».

Outre ses contradictions, l'approche de Lisbonne s'inscrit dans une tradition dirigiste où l'Etat fixe les objectifs et les moyens pour les atteindre, sans se demander si ce n'est pas le refus d'une telle ingénierie sociale, et la foi dans les mécanismes de marchés décentralisés, qui est la clé du succès américain. On voit mal comment on peut améliorer la performance économique de l'Europe si sa classe dirigeante s'accroche aux mêmes recettes.

Ainsi, les gouvernements et la commission sont censés accroître leur effort de recherche et développement. Passons sur le fait que 50 % du budget de l'Europe est consacré à des subventions agricoles, ce qui augure mal de la « société du savoir la plus compétitive de la planète ». Il ne suffit pas d'augmenter les dépenses de R & D, ni de créer une nouvelle bureaucratie à cet effet (le European Research Council, concrètement), pour stimuler la recherche. Encore faut-il que les fonds soient dépensés judicieusement. Dans l'état actuel des choses, le soutien de Bruxelles à la recherche fonctionne selon des critères opaques. Les candidats doivent subir une course de haies bureaucratique, et n'ont aucune souplesse dans l'utilisation des fonds. On rémunère les voyages plus que la conduite de la recherche proprement dite, et les critères non scientifiques tels que « pluri-disciplinarité » et répartition géographique des membres d'une équipe priment sur l'excellence et les publications. Rien ne permet de penser que le futur European Research Council ne souffre pas des mêmes défauts.

Au lieu d'engagements grandiloquents comme celui de Lisbonne, l'Europe a besoin d'humilité et d'une remise en question ses mécanismes de gouvernance, dont l'inefficacité est

régulièrement prouvée par des crises comme celles du pacte de stabilité, enterré dès qu'a surgi la première occasion de l'appliquer.

Gilles Saint-Paul